



Système Electoral

Inscription électorale : Volontaire (vote obligatoire pour les inscrits). Les résidents à l'étranger n'ont pas le droit de voter.

Président : élu pour 4 ans au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Députés : Système Binominal. 60 districts, 120 députés. Renouvellement total tous les 4 ans.

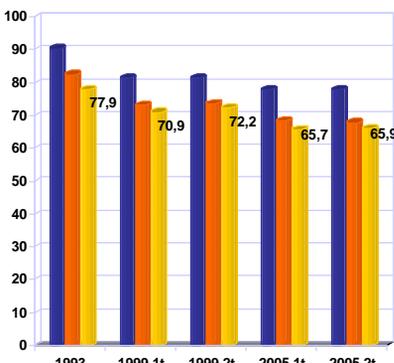
Sénateurs : Système Binominal. 19 circonscriptions, 38 Sénateurs. Mandats de 8 ans renouvelés par moitiés tous les 4 ans. (Fin des sénateurs « non élus » en 2005)

Système Binominal: « Seront élus les candidats d'une même liste (coalition) quand celle-ci aura le plus grand nombre de voix et un total supérieur au double des voix obtenus par la liste suivante. Si aucune liste n'obtient ces deux sièges, un candidat de chaque liste sera élu (celui ayant la majorité des voix au sein de la liste) »

Partis Politiques

	Partido Comunista de Chile PC	
	Partido Humanista PH	
	Partido Socialista de Chile PS	
	Partido Por la Democracia PPD	
	Partido Radical Social Demócrata PRSD	
	Partido Demócrata Cristiano DC	
	Partido Renovación Nacional RN	
	Unión Demócrata Independiente UDI	
	Partido de Acción Regionalista de Chile PAR	Regional
	Alianza Nacional de los Independientes ANI	Regional

Taux de participation



Évolution du Taux de Participation en fonction de la Population en âge de voter (PAV)- 1993,1999,2 006

* Inscrits dans le Registro Electoral
** Suffrages Exprimés
*** Suffrages Exprimés hors nuls et blancs

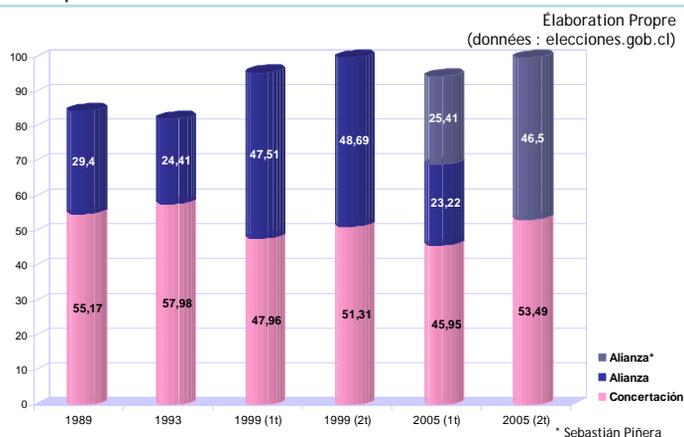
Élaboration Propre (données: elecciones.gob.cl e INE.cl)

CHILI

Élections présidentielles

Président	Coalition (Parti)	Période	Durée du mandat
Patricio Aylwin	Concertación Democrática (Democracia Cristiana)	1990-1994	4 ans*
Eduardo Frei	Concertación Democrática (Democracia Cristiana)	1994-2000	6 ans
Ricardo Lagos	Concertación Democrática (Partido Por la Democracia)	2000-2006	6 ans
Michelle Bachelet	Concertación Democrática (Partido Socialista)	2006-	4 ans**

* Gouvernement de transition - **Réforme qui réduit la durée du mandat mise en place en 2005

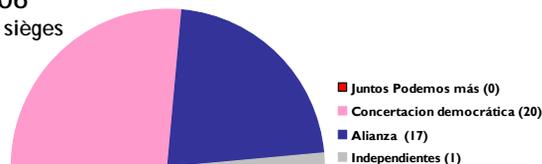


Historique des dernières élections présidentielles - Valeurs en %

Élections législatives

Sénat 2006

Nombre de sièges



Chambre de députés 2006

Élaboration Propre (données: elecciones.gob.cl)

Coalition	%	Elus
A.- Fuerza Regional Independiente	1,17%	1
B.- Concertación Democrática	51,76%	65
C.- Juntos Podemos Más	7,40%	-
D.- Alianza	38,72%	54
Independientes (Fuera De Pacto)	0,94%	-



Dénouement : Bipartisme systémique ?

Alors que la campagne a été double : parlementaire et présidentielle, c'est la course à la Présidence qui donna le ton général du discours. Les candidats aux Chambres n'étant, majoritairement (par le fait du système parlementaire binominal), que des relais « locaux » aux programmes et messages « présidentiels ».

D'ailleurs, le message qui réussit à convaincre les chiliens, celui de la « Concertation pour la Démocratie », n'a pas été autre que celui des élections antérieures et ce depuis 1990, c'est-à-dire portant le débat sur l'opposition des deux coalitions traditionnelles.

Si le profil de la candidate de la Concertation avait suscité le lancement de campagne sur des thèmes « citoyens », la baisse dans les sondages de cette dernière a été endiguée par le retour à la « politisation » du débat autour de la thématique historique de la légitimité de la Concertation fondée sur l'axe « autoritarisme vs démocratie ». Ce virage a été décisif pour la victoire de la coalition de gauche, notamment lors du deuxième tour où les partisans du candidat d'extrême gauche se tournèrent, ainsi, naturellement vers la candidate socialiste, tandis que les candidats de la droite, déchirés, ne purent élaborer un discours suffisamment rassembleur, la campagne de Piñera ayant été élaborée autour de la lutte entre personnes et non entre blocs.

Enjeux : L'avenir de la Concertación.

Les résultats électoraux sont plus que positifs pour la Concertation puisqu'elle remporte, pour la première fois depuis 1989, la majorité absolue des sièges dans les deux Chambres du Parlement. Les paramètres apparaissent donc, de manière globale, favorables à la bonne gouvernance de la Concertation, mais les attentes n'en sont pas moins énormes de la part de la population, des politiques et des médias à l'égard d'une femme, notamment, considérant par ailleurs la cote de popularité du Président sortant.

Les défis que doit relever la Présidente sont d'importance entremêlant cohésion politique interne et action gouvernementale.

Alors que le gouvernement a décidé de s'inscrire dans le mouvement de « transition » inhérent à la fin de la dictature, il devra être capable, dans le même temps, de répondre aux attentes de réformes sociales (notamment en termes de santé, d'éducation, etc...), attentes légitimées par la très forte croissance économique liée à l'extraordinaire hausse des cours du cuivre. Bien qu'assurée de la majorité au sein du Parlement, elle doit poursuivre les négociations avec l'opposition, cette dernière étant indispensable lors de vote exigeant une majorité qualifiée. De surcroît, elle devra se préoccuper de l'avenir et donc de l'unité de la coalition, chacun des partis la composant étant capable de par son importance individuelle de faire échouer un projet gouvernemental.

Cette possibilité de dissension au sein de la coalition n'est pas qu'hypothétique puisque avant tout créée sur la base de la lutte contre l'autoritarisme, la Concertation porte en son sein des déséquilibres se faisant sentir particulièrement sur des thèmes de société entre le bloc dit « progressiste » et la Démocratie Chrétienne, minoritaire au sein de l'alliance mais forte d'un large soutien électoral. Ces interrogations sur la cohésion de la Concertation sont d'autant plus importantes que des réformes d'ampleur sont prévues notamment concernant le système électoral binominal qui a provoqué l'évincement de l'extrême gauche au Parlement, alors que ces derniers forts de 7% des suffrages exprimés ont contribué à la victoire de la Présidente.

Politique extérieure : Le Chili et ses voisins.

Pendant la campagne électorale, les 4 candidats ont mis l'accent sur le besoin d'améliorer les relations bilatérales avec les pays voisins du Chili (Pérou, Bolivie, Argentine). Si le Chili bénéficie de multiples accords de libre-échange avec différents pays (Chine, Etats-Unis, Europe, Mexique, Canada, Nouvelle Zélande parmi d'autres), les relations avec les pays voisins restent complexes. En effet, entre le Chili et la Bolivie il n'existe pas de relations diplomatiques et le thème de l'accès de la Bolivie à la mer est source de controverses. Quant au Pérou, même si un traité de libre-échange a été signé, les rapports bilatéraux restent tendus suite à la modification des frontières maritimes par ce pays mais aussi en raison du déséquilibre en matière d'armements militaires existant au profit du Chili. Les relations avec l'Argentine pâtissent par ailleurs de la « crise énergétique » dont le Chili souffre en partie en raison de la diminution du flux de gaz provenant du pays voisin.

Le Chili, membre seulement associé au MERCOSUR, essaye de tisser des rapports avec les pays de la CAN juste après le départ du Venezuela de ce processus d'intégration. En effet, le positionnement de la Moneda face à Hugo Chavez reste très ferme et ceci est illustré par l'opposition chilienne à la candidature du Venezuela au siège de représentant latino-américain au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ce positionnement montre en effet le poids de la démocratie chrétienne dans la coalition et la recherche d'un consensus pour assurer la « gouvernance ».

Les besoins du Chili en matière énergétique, ainsi que le fait d'avoir plusieurs accords de libre-échange avec les pays de l'APEC (qui conçoivent le Chili comme une plateforme stable et rassurante pour pénétrer en Amérique latine), obligent l'administration Bachelet à se concentrer sur son voisinage. La visites des trois pays voisins rythment l'agenda des premiers mois de ce nouveau gouvernement.